

UNITE DE L'INFORMATION PUBLIQUE

CONFERENCE DE PRESSE DU REPRESENTANT SPECIAL – SIEGE DE L'UNOCA, 31 OCTOBRE 2016

Après avoir remercié les journalistes pour leur présence à la conférence de presse, le Responsable de l'Unité de l'Information publique de l'UNOCA a rappelé le contexte et le prétexte de cet évènement avant de passer la parole au Représentant spécial pour son propos liminaire.

MOT INTRODUCTIF DE M. ABDOU LAYE BATHILY, REPRESENTANT SPECIAL, CHEF DE L'UNOCA : je vous



remercie pour tout le soutien que vous avez apporté au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale au cours de la mission que j'ai effectuée de juin 2014 à maintenant. Vous avez été un bon partenaire pour nous dans cet exercice très difficile. Nous avions comme mission essentielle, d'être le porte-parole du Secrétaire général sur des questions de paix et de sécurité en Afrique centrale. Je suis arrivé ici dans une période particulièrement compliquée marquée essentiellement par les élections dans les différents pays de la région. Cela a occupé l'essentielle de mon activité et bien entendu, il y a eu un cas particulier, c'est la crise en République centrafricaine. En réalité, je voudrais simplement

faire une sorte de conversation à bâtons rompus avec vous. Si vous avez des questions à poser sur l'activité de l'UNOCA pendant la période écoulée, et les perspectives du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, je vais vous donner la parole. Malheureusement je ne pourrais pas aller au-delà de 40 minutes car j'ai un impératif de dernière minute, une audience avec le Président de la République...

Le Responsable de l'Unité de l'Information publique a repris le micro pour préciser les règles du jeu et inviter les journalistes à faire preuve de concision et de clarté dans leurs questions. Il a aussi demandé à celles et à ceux qui souhaiteraient intervenir de decliner leur identité et de préciser le nom de leur organe de presse...

Gabon Télévision : M. Abdoulaye part du Gabon satisfait ou amer ?

Le Représentant spécial : Je pars satisfait de ma mission, à deux niveaux : d'abord au niveau personnel. Satisfaction parce que j'ai énormément appris, lors de ce séjour en Afrique centrale. Vous savez, mon activité publique s'étend presque sur un demi-siècle d'actions politiques, d'actions sociales dans mon pays et sur le continent africain et je dois dire que ces deux années passées en Afrique centrale m'ont énormément enrichi. J'ai, en tant qu'historien, une connaissance de l'histoire africaine que j'ai étudiée et enseignée pendant quarante ans à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, et venir au cœur de l'Afrique centrale, au contact direct avec les populations, les paysages, le contact avec les sociétés, leur diversité mais aussi leur unité, ont été des moments, une occasion extraordinaire d'enrichissement personnel. Premièrement.

Deuxièmement, du point de vue de mon action en tant que Représentant [spécial et chef] du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale : je me suis enrichi profondément des problématiques qui agitent aujourd'hui le continent africain, à partir de cette fenêtre que constitue l'Afrique centrale ; des questions de paix et de sécurité telles qu'elles se posent [dans cette sous-région]. Il s'agit du terrorisme avec Boko Haram, la question de l'Armée de résistance du Seigneur, mais également la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, les questions liées aux évolutions politiques. L'Afrique centrale est pour moi un laboratoire intéressant, du point de vue de la problématique des transitions démocratiques sur le continent africain. Et cela également m'a enrichi et j'ai une vue beaucoup plus vaste des questions aujourd'hui qui agitent le continent africain. Donc, je dois dire que de ce point de vue, je suis entièrement satisfait.

Gabon Television (relance) : Excellence, lorsque vous interveniez à propos de la médiation au niveau de l'opposition et la majorité au pouvoir, vous sembliez être dépité parce que vous ne trouviez pas d'oreille pour vous écouter ?

Le Représentant spécial : Non. Mes cinquante ans d'expérience constituent des éléments de référence pour moi. J'ai vu et j'ai vécu en Afrique de l'Ouest, et ce sont les mêmes problématiques qui se posent en Afrique centrale. Mon interaction avec les acteurs des deux côtés du landerneau politique comme on le dit, ces interactions m'ont permis de mieux comprendre la situation, les problématiques du dialogue politique. On peut à un moment ou à un autre, s'interroger sur la lenteur des processus, mais c'est ça l'histoire aussi, il n'y a pas lieu d'être dépité, il y a lieu de comprendre le comment et le pourquoi de cette particularité en Afrique centrale. Mes conversations avec les acteurs des deux côtés de l'espace politique m'ont aussi beaucoup enrichi, je me suis fait beaucoup d'amis des deux côtés d'ailleurs. Vous savez, au travers de ce dialogue, à la fois les partis politiques, les organisations de la société civile, les rencontres avec les collectifs politiques, des collectifs sociaux mais aussi des rencontres individuelles, tout cela ce sont des choses qui m'ont enrichi. De mon point de vue, il n'y a pas sujet d'alarme.



TV+ : [...] Il est dit que vous comptez aller à la conquête de la Commission de l'Union Africaine vous confirmez ?

Le Représentant spécial : [...] Oui j'ai décidé de présenter ma candidature à la présidence de la Commission [de l'Union africaine] mais je souhaite que cette question ne soit pas débattue ici parce que c'est une question qui est hors de mon mandat en tant que Représentant du Secrétaire général pour l'Afrique centrale. Peut-être à d'autres occasions on pourra en parler.

Gabonews.com : [...] Ca a été un honneur pour nous d'avoir travaillé à vos côtés, parce que nous avons beaucoup appris de votre tact diplomatique. La semaine dernière, l'ancien ministre de la Justice Séraphin Moundounga, lors d'une conférence de presse à Lyon (France) disait que l'UNOCA a remis un rapport qui donnait Jean Ping vainqueur des élections présidentielles d'août dernier. Est-ce que vous le confirmez ?

Le Représentant spécial : [...] Non, ce rapport n'existe pas, il n'existe nulle part. D'abord l'UNOCA n'a pas observé les élections. Ce n'était pas notre mission. Notre rôle était clair : c'est les bons offices du Secrétaire général, en vue d'un dialogue pour la paix et la stabilité dans tous les processus électoraux qui se sont déroulés que ce soit au

Congo, au Tchad, à Sao Tomé et Principe, en Guinée équatoriale. Notre rôle ce n'est pas d'observer les élections, nous ne sommes pas allés dans les bureaux de vote pour savoir ce qui s'est passé ou regarder les procès-verbaux pour savoir qui a gagné. Et n'ayant pas observé, il ne nous appartient pas de dire, nous n'avions pas les moyens de dire qui a gagné. Ce n'était pas notre objectif.

En toutes circonstances, lorsqu'il y a des contentieux, des conflits qui risquent de déboucher sur un conflit politique, nous intervenons pour appeler les acteurs à se parler. A trouver un terrain d'entente, à faire des compromis dynamiques, donc nous n'avons nulle part écrit cela. Ça n'entre pas dans le cadre de notre mandat, d'une part et d'autre part, nous n'avons même pas les instruments pour dire que tel ou tel a gagné. Non seulement ça n'a pas existé mais je crois que c'est imaginaire. L'ONU, dans de rares cas, intervient [pour la] certification [des résultats]. C'était le cas lors des élections de 2010 en Côte d'Ivoire. L'ONU est intervenue dans le cadre d'un accord signé entre les Nations Unies, la CEDEAO et tous les candidats. L'ONU était attestataire des documents électoraux. L'ONU avait une copie des procès-verbaux de chaque bureau de vote. Comme la CEDEAO, comme le Représentant du médiateur de l'époque Blaise Compaoré. Comme chaque candidat et c'est sur cette base que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies de l'époque en Côte d'Ivoire était partie prenante. L'ONU, non seulement était observateur mais était certificateur de ces élections. Et à ce moment, l'ONU pouvait à juste titre, donner une appréciation sur les élections en Côte d'Ivoire parce qu'elle avait tous les documents électoraux et ce rôle lui avait été dévolu et accepté par la communauté internationale, par les acteurs ivoiriens eux-mêmes. Mais ce n'est pas le cas ici (Gabon), ce n'était pas le cas au Congo, au Tchad, en Guinée-Equatoriale, à Sao Tomé et Principe, donc il ne faut pas faire de confusion là-dessus. Ce rapport n'a jamais existé.

Africa No 1 : pour élargir un peu le champs M. le Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, il y a eu sans doute dans votre bilan un point positif c'est celui de la Centrafrique même si aujourd'hui il y a toujours des violences ; je voudrais savoir, choix minutieux ou hasard du calendrier, vousachevez votre mandat au Gabon et l'opération Sangaris s'achève en Centrafrique où d'ailleurs est arrivé le ministre français Jean Yves Le Drian pour officialiser ce départ des Français. Vous êtes satisfait de votre action en Centrafrique, vous allez sans doute avoir un regret en laissant derrière vous, le cas du Congo Kinshasa.

Par ailleurs, il est certes vrai que vous couvriez l'Afrique centrale mais vous avez particulièrement suivi l'évolution politique sociale et économique du Gabon. Au moment où vous partez, quel regard jetez-vous sur la situation au niveau politique, sur les questions des droits de l'homme et les questions électorales ?

Le Représentant spécial : Quand je parle de satisfaction, cela ne voudrait pas dire que tous les problèmes sont réglés. Vous savez, ce genre de crise, comme celle vécue en République centrafricaine, c'est des crises de longue durée. Depuis pratiquement l'indépendance, la République centrafricaine n'a pas connu de stabilité mais la dernière crise a été la crise la plus grave dans cette longue histoire d'instabilité. J'ai représenté le Secrétaire général des Nations Unies dans la médiation internationale en Centrafrique. Aux côtés du président Denis Sassou Nguesso, qui était le médiateur international désigné par les pays de la CEEAC. Et lors du Forum de Bangui, de manière unanime, les acteurs centrafricains m'ont demandé de présider le Présidium du Forum. Ça a été un grand moment pour moi : ce dialogue, qui a duré plus d'une semaine, a abouti à des conclusions, un pacte républicain pour la paix et la stabilité en Afrique centrale. Et de ce point de vue, le dialogue issu de ce Forum, peut être considéré comme une sorte de boussole pour l'évolution de la République centrafricaine pour les temps à venir.

Bien entendu, après des années d'instabilité, après ce niveau de violence connu par la Centrafrique entre 2013 et 2014, il ne faut pas s'attendre à ce que les choses se stabilisent du jour au lendemain. Ce n'est pas possible. Il y a encore beaucoup de rancœurs entre les acteurs, beaucoup de malentendus et c'est cela qui se manifeste au quotidien par tous ces incidents qui sont rapportés par la presse internationale, y compris ces derniers jours. Cela ne doit pas étonner mais ce que je vois c'est que les nouvelles autorités qui ont été élues à travers un scrutin sans aucune contestation s'emploient à créer les conditions du dialogue interne, les conditions d'une stabilité durable de ce pays. Le président Archange Touadéra avec lequel j'ai été en contact, a montré clairement une volonté d'aller de

l'avant ; et je n'ai pas de raison de penser qu'on doit assister à des dérapages tels que les acquis obtenus jusqu'ici pourraient être remis en cause totalement. Donc de ce point de vue, je suis assez optimiste, je n'ai pas de crainte pour l'avenir de ce pays, surtout quand on a vécu des crises comme au Libéria, en Sierra Léone. Au regard de la stabilité que connaissent ces pays-là aujourd'hui, il y a des raisons de croire que la République centrafricaine aussi, après tous ces incidents, qui vont encore se répéter dans l'avenir, mais finalement ce pays connaîtra la stabilité.

Je suis satisfait de ce qui a pu être fait. Parce que la question de la paix et de la sécurité, c'est un travail de longue haleine. Ce n'est pas quelque chose qui peut se faire aussi simplement. Que les rebelles viennent autour d'une table signer un document et croire que dès le lendemain tout va se mettre en place, non. Il y a le délai qui est en train d'être discuté. Et comme vous le savez, la MINUSCA, la mission de maintien de la paix des Nations Unies, entretient un dialogue quotidien avec les acteurs centrafricains. Dans quelques jours à Bruxelles, va se réunir une table-ronde de tous les bailleurs de fonds de la République centrafricaine pour que la communauté internationale appuie ce processus.

Gabonreview : je vais être plus précis sur la question que je vais poser parce qu'elle va revenir principalement sur le dialogue politique sollicité par le président Ali Bongo. On sait tous que l'élection a été contestée ici et là et le président a appelé à un dialogue politique inclusif. Aujourd'hui Jean Ping dit non et le président continue à faire la main tendue. Vous avez dit que vous avez essayé de faire ce que vous avez pu dans le sens des bons offices mais aujourd'hui en partant, qu'allez-vous laisser derrière vous vu qu'il y a toujours ce conflit qui persiste entre le président et Jean Ping.

RTN : rappelant vos missions, on parle de prévenir les conflits, contribuer à la résolution pacifique des crises et consolider la paix. Au Gabon, on a indexé les institutions. Avec quelle image partez-vous sur les institutions gabonaises ? Aujourd'hui la crise gabonaise est désormais au niveau diplomatique. Quelle a été votre partition dans cette crise ? Quel est l'héritage que vous laissez à votre successeur ?

Le Responsable de l'Unité de l'Information publique de l'UNOCA : les deux questions se recoupent. Le Représentant spécial donnera donc une réponse globale qui prendra aussi en compte le deuxième volet de la question d'Africa No 1.

Le Représentant spécial : En ce qui concerne le Gabon, nous avons traversé une période très difficile. Depuis les événements de décembre 2014, suite à la manifestation qui a eu lieu, je n'ai cessé d'appeler au dialogue parce que je savais bien que les élections risquaient de déboucher sur un conflit s'il n'y avait pas de dialogue. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour amoindrir les effets de cette crise. Vous avez pu vous rendre compte que pendant la période la plus forte de la crise, en particulier vers le 30 et 31 août 2016, à la suite de la proclamation des résultats par la CENAP et les émeutes, évidemment, nous avons pris notre bâton de pèlerin, nuit et jour. Et il faut le dire, nous avons bénéficié de l'écoute et de l'attention de tous les acteurs de part et d'autre. J'ai fait la navette entre le président de la République, ses collaborateurs immédiats d'un côté, et de l'autre M. Jean Ping et les autres membres de la direction de l'opposition. Notamment lorsqu'il y a eu les événements au quartier général de M. Ping. Naturellement, nous nous sommes employés à faire libérer ceux qui étaient retenus au quartier général.

Je dois dire que j'ai bénéficié vraiment d'une écoute et je voudrais exprimer toute ma gratitude à l'ensemble des acteurs. Vous savez, ce sont des choses qui arrivent. Moi-même, personnellement, c'est des situations similaires que j'ai vécues pendant ma longue carrière politique. La démocratie sénégalaise dont on parle, il y a eu un prix à ça. Moi qui vous parle, j'ai fait la prison sept fois au Sénégal suite à des manifestations. Donc c'est des situations que je connais très bien. Il fallait faire l'effort à partir de cette expérience que j'ai vécue personnellement, me mettre à la place de ceux qui sont au pouvoir mais également à la place de ceux qui sont de l'autre côté de la barrière et grâce à cette façon de voir les choses, j'ai pu parler aux uns et aux autres et fort heureusement, ils ont écouté. Maintenant, il reste encore du travail à faire.

Le dialogue, il appartient aux Gabonais, avec toute leur expérience de créer les conditions d'une entente. Le dialogue est absolument nécessaire. Même après les guerres mondiales, les gens se mettent autour de la table. Je ne vois pas pourquoi après un conflit politique, les gens ne se mettraient pas autour de la table. C'est quelque chose d'inévitable. Le plus tôt que cela aura lieu, le mieux ça vaut pour le pays. Dans une période particulièrement difficile à l'interne, la crise économique, la crise financière, mais aussi les menaces aux frontières, tout cela nécessite aujourd'hui que les Gabonais se parlent et trouvent les voies nouvelles pour le processus démocratique, la consolidation de ce processus démocratique. Je souhaite ardemment que ce dialogue s'enclenche entre les fils et les filles de ce pays. Il faut nécessairement qu'il y ait des concessions réciproques, il faut ce qu'on peut appeler des compromis dynamiques pour faire avancer un processus démocratique. Là encore, c'est une expérience que j'ai vécue. Dans un processus politique, il faut que les acteurs se disent bien que j'ai des aspirations fortes, j'ai des revendications mais il faut comprendre que l'autre aussi a les mêmes aspirations, les mêmes revendications et il faut qu'il y ait une marche, une rencontre de part et d'autre. Et il faut que de cette rencontre sorte un compromis dynamique qui fera avancer le processus démocratique.

Africa No 1 : A propos de la RDC...

Le Représentant spécial : Ce qui est en train de se dérouler là-bas est digne d'intérêt, parce que vous savez, le Congo a des frontières avec huit pays. L'instabilité au Congo Démocratique peut avoir des répercussions sur l'ensemble de l'Afrique centrale et au-delà. Il y a des collègues, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Grands lacs, mais aussi le Chef de la MONUSCO, qui sont directement en charge de ce dossier. J'ai un contact permanent avec eux, on se concerte, on échange des points de vue et le travail continue. C'est notre souhait que véritablement le Congo puisse à nouveau sortir de cette crise-là, qu'on aille à des élections apaisées. Voilà aussi, à l'image de la Centrafrique, le Congo Démocratique n'a pas connu de stabilité depuis l'indépendance.

Africa No 1 : un mot sur le niveau de la presse gabonaise...

Le Représentant spécial : Ma satisfaction bien sûr, comme je l'ai dit à l'occasion des séminaires que nous avons eu à organiser à la veille des élections, il est nécessaire d'aller encore vers plus de professionnalisme mais aussi que les moyens adéquats soient donnés à cette presse, privée et publique. Il faut parfaire sans cesse cet instrument, que la presse contribue justement à ce processus de démocratisation dont nous parlons tout à l'heure.

Concluant la conférence de presse, le Responsable de l'Unité de l'Information publique a remercié le Représentant spécial pour sa disponibilité et les journalistes pour leur présence massive. Reprenant une expression du Representant spécial dans sa réponse sur la RDC, il a indiqué que le travail continuera dans tous les domaines relevant du mandat de l'UNOCA. Dans cette perspective, il a annoncé l'arrivée de M. François Louncény Fall, successeur de M. Abdoulaye Bathily.

